Document generated on 08/12/2025 5:56 p.m.

Cahiers de géographie du Québec

Croissance de la population et stagnation de l'agriculture au Cambodge : essai sur les conditions permissives d'un processus révolutionnaire

Pierre Forcier

Volume 22, Number 56, 1978

URI: https://id.erudit.org/iderudit/021395ar
DOI: https://doi.org/10.7202/021395ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Forcier, P. (1978). Croissance de la population et stagnation de l'agriculture au Cambodge : essai sur les conditions permissives d'un processus révolutionnaire. *Cahiers de géographie du Québec*, *22*(56), 265–277. https://doi.org/10.7202/021395ar

Article abstract

The realization on the part of the workers of the necessity of revolution is a condition pre-requisite to revolutionary war. Indeed. it constitutes a well-defined step in the unfolding of the total revolutionary process; it does not. however. constitute the process itself. In effect. following the general principle of passage from quantity to quality. the step of realization succeeds to a stage qualified by its content, that is to say characterized by conditions which one may call *permissive* i.e. conditions which permit or precipitate events. This means secondary and articulated contradictions based on the principal, the uninterrupted development of which permits the revolutionary process to take wing. The following article lays bare the permissive conditions of a revolutionary process as seen in a concrete example, namely that of Cambodia. These conditions are tied to the opposition between demographic growth and stagnation of agriculture.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1978

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC,
Vol. 22, no 56, septembre 1978, 265-277

CROISSANCE DE LA POPULATION ET STAGNATION DE L'AGRICULTURE AU CAMBODGE: ESSAI SUR LES CONDITIONS PERMISSIVES D'UN PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

par

Pierre FORCIER

Institut de Coopération internationale, Université d'Ottawa, Ottawa K1N 6N5

RÉSUMÉ

La prise de conscience, chez les masses laborieuses, de la nécessité de la révolution, est une condition requise à la guerre révolutionnaire. Cette dernière constitue une étape bien déterminée dans le déroulement d'ensemble d'un processus révolutionnaire, mais non le processus lui-même. En effet, suivant la loi générale du passage de la quantité à la qualité, elle succède à une étape au contenu qualifié, ici, de *conditions permissives*. Il s'agit de contradictions secondaires et articulées sur la principale dont le développement ininterrompu permet au processus révolutionnaire de prendre son essor. Le présent article, explique les *conditions permissives* d'un processus révolutionnaire telles qu'elles se présentent dans le cas concret du cambodge. Ces conditions sont liées à l'opposition entre la croissance de la population et la stagnation de l'agriculture.

MOTS-CLÉS: Taux d'accroissement démographique, taux d'accroissement des superficies cultivées, sous-emploi, consommation alimentaire, plan, investissements, processus révolutionnaire, Cambodge.

ABSTRACT

Demographic growth and stagnation of agriculture in Cambodge: an essay on permissive conditions of a revolutionary process.

The realization on the part of the workers of the necessity of revolution is a condition pre-requisite to revolutionary war. Indeed, it constitutes a well-defined step in the unfolding of the total revolutionary process; it does not, however, constitute the process itself. In effect, following the general principle of passage from quantity to quality, the step of realization succeeds to a stage qualified by its content, that is to say characterized by conditions which one may call *permissive* i.e. conditions which permit or precipitate events. This means secondary and articulated contradictions based on the principal, the uninterrupted development of which permits the revolutionary process to take wing. The following article lays bare the *permissive conditions of a revolutionary process as seen in a concrete example, namely that of Cambodia. These conditions are tied to the opposition between demographic growth and stagnation of agriculture.*

KEY WORDS: Rate of demographic growth, rate of growth of cultivated land, under-employment, food consumption, plan, investments, revolutionary process, Cambodia.

*
**

L'avènement du Kampuchéa démocratique est le résultat d'un long processus révolutionnaire opposant une paysannerie khmère dominée à une bourgeoisie chinoise dominante. L'observation de ce mouvement dialectique, si admirablement condensé dans l'expression «mainmise chinoise» (Delvert, 1961, p. 510-533), est à l'origine de l'objectif poursuivi dans cet article. Il consiste à jeter les premiers jalons d'un concept permettant d'appréhender les mécanismes par lesquels les places respectives de dominés et de dominants, en l'occurence au Cambodge, sont mises en cause. Mettre en cause n'est pas inversion: alors que la guerre révolutionnaire effectue l'inversion des places, les jacqueries à l'échelle du Cambodge habité, entre 1967 et 1970, en traduisent la mise en cause. C'est pourquoi, il est proposé d'appeler *conditions permissives* à l'éclosion d'un processus révolutionnaire l'étape du processus où les forces productives agissent sous un voile apparent de repos.

POSITION DU PROBLÈME

Le principe directeur de cette analyse veut «que dans un processus (c'est-à-dire un système de contradictions) il y a toujours une contradiction principale» (Badiou, 1975, p. 48). Dans le Cambodge pré-révolutionnaire, les éléments constitutifs de la bourgeoisie, principalement concentrée dans la capitale, sont la classe des marchands chinois et leurs alliés sino-khmers qui occupent les échelons les plus élevés de l'appareil bureaucratique (Willmott 1967, p. 94-101). Par ailleurs, la paysannerie, qui forme environ 90% de la population totale du pays est principalement représentée par les riziculteurs Khmers. Dans le Cambodge pré-révolutionnaire, la classe ouvrière est naissante en raison d'un développement économique attardé. Lorsqu'elle existe, elle est principalement le fait de Vietnamiens, notamment dans les grandes plantations d'hévéas. Cette situation révèle une relation entre des forces productives paysannes et des rapports de production de type marchands: sa forme spatiale est l'opposition entre Phnom Penh, symbole de la bourgeoisie marchande, et la campagne, fief de la paysannerie rizicole. Telle est la contradiction principale de cette formation sociale: l'opposition entre la ville et la campagne dont l'abolition est considérée par Marx et Engels, comme «l'une des premières conditions de la communauté» (1974, p. 94). Les cartes traduisant l'évolution de la guerre révolutionnaire des Khmers entre 1970 et 1975 révèlent cette opposition fondamentale (Forcier et *al.*, 1975, p. 252). C'est donc à juste titre que Samir Amin a souligné combien les Khmers Rouges ont «su apprécier correctement la hiérarchie des contradictions spécifiques» à leur société (1976, p. 164) comme le traduit l'évacuation des villes.

Cette contradiction fondamentale est dite principale pour deux raisons. La première est qu'elle détermine le changement qualitatif de tout processus. Dans le cas d'un processus révolutionnaire, à l'étape de l'insurrection armée, ce changement se traduit par une inversion des places c'est-à-dire que l'aspect dominé de la contradiction devient dominant et inversement (Badiou, 1975, p. 70-110). Ainsi, au regard de la formation sociale cambodgienne, le terme de la contradiction qui doit s'emparer irréversiblement de la place dominante est la paysannerie dont le domaine est la campagne. Dans cette perspective, la désurbanisation soudaine, rapide et totale dont le Cambodge a été le théâtre après la chute de Phnom Penh, en avril 1975, ne doit pas étonner.

La seconde raison tient au fait que toutes les autres contradictions lui sont subordonnées. Ces dernières, appelées secondaires, varient d'une formation sociale à l'autre et ont pour fonction de délimiter «différentes étapes» dans le déroulement d'un processus (Mao-Tsé-Toung, 1966, p. 49). Par conséquent, toute contradiction qui, articulée sur la principale, délimite, caractérise ou conditionne les étapes d'un processus, est secondaire. Dans le Cambodge pré-révolutionnaire, l'opposition entre la croissance de la population et la stagnation de l'agriculture est l'une de celles-là. Il s'agit d'une contradiction au sein des forces productives où

forces de travail humain et moyens de travail sont dans des rapports dialectiques qui ne cessent de s'accentuer au point de provoquer des révoltes paysannes dans une dizaine de provinces entre 1967 et 1970.

Dans l'analyse qui suit, ce rapport sera appelé *condition permissive* parce qu'il conditionne le processus, à une étape donnée, en même temps qu'il autorise son démarrage antagonique. Dès lors, ce concept peut être d'ores et déjà conçu comme une contradiction secondaire sans laquelle l'origine ou la genèse du processus ne trouverait sa véritable explication. En effet, d'après certains analystes du matérialisme historique, les *conditions requises* à l'insurrection armée sont non seulement l'existence d'une crise gouvernementale où les dirigeants ne peuvent plus maîtriser l'appareil d'État comme autrefois, mais surtout une prise de conscience, au sein des masses laborieuses, de la nécessité de la révolution au point de mourir pour elle (Staline, 1970, p. 39-40). Mais cette prise de conscience est elle-même le produit de conditions antérieures qui sont précisément permissives. Ces dernières se réfèrent à l'étape où le phénomène commence à s'ouvrir. Elle précèdent les *conditions requises* lesquelles se rapportent au moment où le processus éclate en guerre révolutionnaire. L'étape des *conditions permissives* est donc celle où les forces productives, dans leur «état de repos relatif», s'acheminent vers celui de «changement évident» (Mao-Tsé-Toung, 1966, p. 75) en suivant la loi générale du passage de la quantité à la qualité comme cela sera maintenant démontré.

LA DÉMARCHE

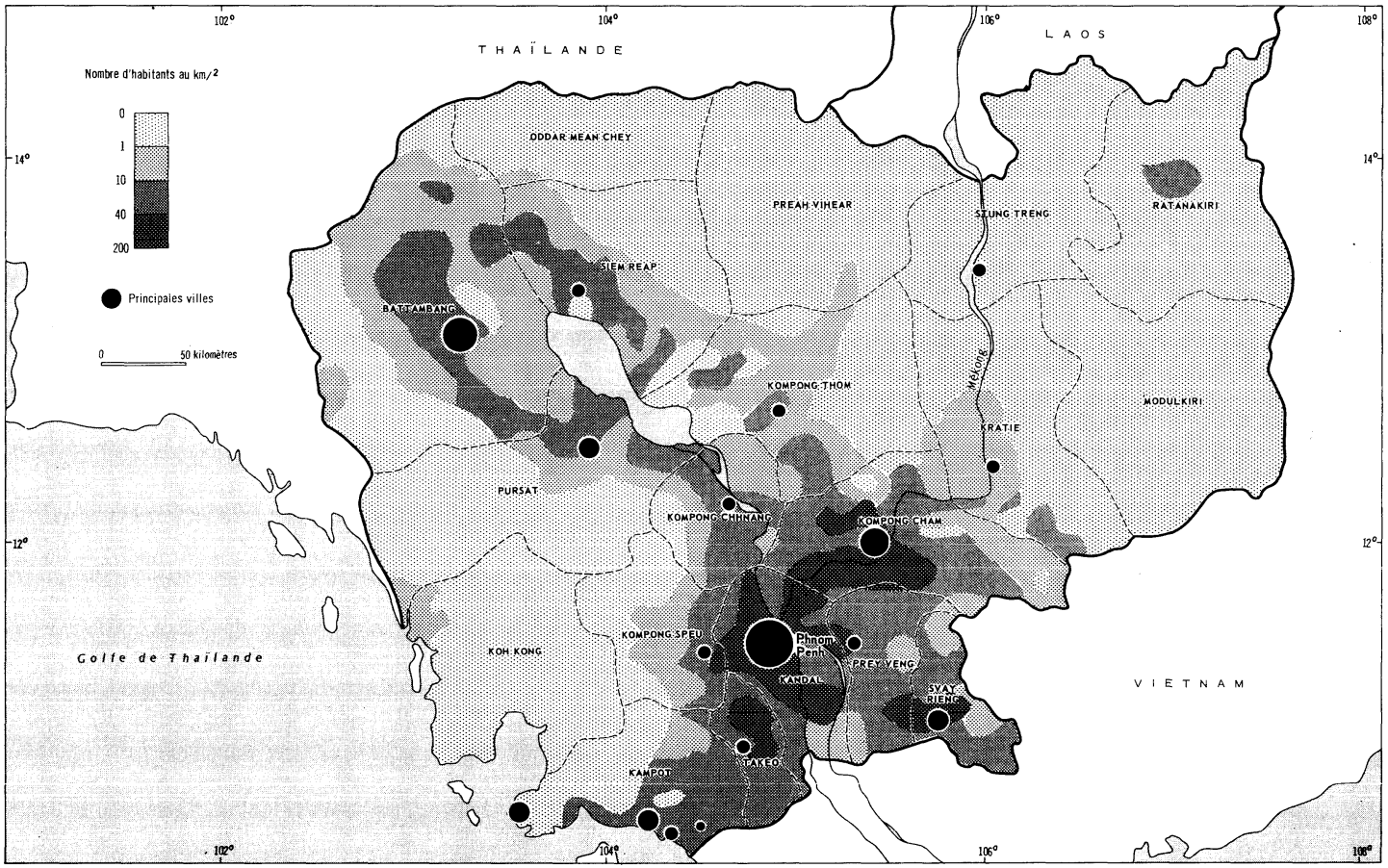
Dans le but de découvrir les mécanismes régissant ce passage, l'analyse qui suit met en doute le traditionnel équilibre entre le taux annuel de l'extension des terres cultivées en paddy et celui de la croissance démographique au Cambodge. En effet, si le système d'immatriculation des terres «permet de connaître avec précision les superficies totales mises en valeur» (Huet, 1961, p. 167), les données relatives à la population totale du Cambodge, notamment le croît annuel de 2,2% doivent être prises avec beaucoup de circonspection. Dégagé du recensement de 1962, ce dernier chiffre ne tient pas compte de la volonté des dirigeants khmers d'accélérer la croissance démographique en vue de freiner l'expansionnisme thaïlando-vietnamien (Meyer, 1970, p. 21) et assimiler les minorités étrangères (Migozzi, 1970, p. 222). Ainsi, selon Gilles Néron (1970, p. 1) l'adoption d'une politique nataliste est la cause de l'accélération démographique à ne pas négliger dans l'évaluation de la population cambodgienne avant la guerre révolutionnaire de 1970 à 1975. De fait, les erreurs que contenait le recensement de 1962 ont donné lieu à un grand nombre d'études correctives portant sur le taux annuel de la croissance démographique. En raison de la concordance des résultats obtenus par plusieurs chercheurs, le taux de 3,0% sera retenu dans la présente analyse parce qu'il est le plus représentatif du rythme annuel moyen de la croissance démographique au Cambodge, tout au moins entre 1962 et 1970. Ce taux, dégagé par Gilles Néron (1970) à partir de l'analyse des nouvelles admissions scolaires, peut être comparé aux résultats de l'analyse de Georges Siampos (1970, p. 347) effectuée sur les statistiques vitales du recensement de 1962, soit un croît annuel de 3,08%. Il s'approche, par ailleurs, du taux de 2,9% retenu par Jacques Migozzi (1973, p. 328) pour la période comprise entre 1960 et 1965.

Dans la première partie de l'exposé, toutes choses étant égales par ailleurs, ce taux sera comparé à celui des superficies cultivées en paddy. Cette confrontation est justifiée par l'existence de trois principes fondamentaux:

— la terre constitue le principal moyen de travail rizicole (Prund'homme, 1969, p. 69);

CAMBODGE. RÉPARTITION DE LA POPULATION EN 1962

Figure 1



Sources : Densités : Recensement de 1962. Villes : Jacques Migozzi

— les éléments du capital constant autres que la terre représentent un outillage à la fois rudimentaire et invariable (Delvert, 1961, p. 475);

— le développement technologique, caractérisé par l'emploi de tracteurs et de moto-pompes, est un phénomène essentiellement marginal (Sam Ell, 1975, p. 62).

Dans la seconde partie, les rapports existants entre les forces productives paysannes et la participation de l'État à leur développement, seront abordés en faisant la comparaison entre les prévisions et les réalisations des plans cambodgiens. Ce procédé montrera que le secteur agricole a été négligé, sous le règne de Norodom Sihanouk, au détriment des dépenses d'infrastructure et de construction, lesquelles, dans certains cas, étaient nécessaires à l'édification d'un territoire nouvellement indépendant et d'une nation jalouse de sa jeune souveraineté. La conclusion portera sur les rapports entre les conditions permissives et la loi générale du passage de la quantité à la qualité.

LA RUPTURE D'UN ÉQUILIBRE TRADITIONNEL

La plupart des auteurs qui se sont penchés sur le rapport existant entre la croissance annuelle de la population et celle des superficies cultivées en paddy au Cambodge, ont invariablement présenté cette relation sous la forme d'une équation dans laquelle l'un des membres était, à toutes fins pratiques, égal à l'autre. Ainsi, le taux annuel moyen de l'augmentation des superficies cultivées en paddy, soit 2,3% était comparé à celui de la croissance démographique, tel que dégagé du recensement de 1962, soit 2,2% (Prud'homme 1969, p. 70).

Compte tenu des correctifs qui ont été apportés au taux de croissance annuel de la population, l'équilibre traditionnel entre ces deux facteurs ne se vérifient plus au cours des années 60. En effet, comme la population du Cambodge croissait selon une progression géométrique annuelle de raison 3 et les superficies augmentaient selon une progression arithmétique annuelle de raison 2,3, il en résulta qu'entre 1962 et 1970 l'augmentation globale de la population a été de l'ordre de 27% contre 18,4% pour les superficies rizicoles cultivées.

Il importe peu de connaître avec précision le moment où cette rupture d'équilibre a eu lieu. Le fait important à retenir est qu'elle s'est produite à un moment de l'évolution des forces productives où une augmentation sensible de la production due à une amélioration des moyens de travail ne peut être prise en considération. En effet, la modernisation de la riziculture au Cambodge, principalement caractérisée par l'usage du tracteur est un phénomène marginal: implantée dans la province excentrique de Battambang, division administrative à forte concentration de grandes propriétés terriennes, l'incidence de cette mécanisation a pu se répercuter sur la productivité en augmentant la quantité de produits obtenus par unité de main-d'oeuvre employée sans, toutefois, accroître le rendement par unité de surface.

Ailleurs, notamment dans les provinces du centre, le riziculteur khmer est un authentique paysan parcellaire: au Sud-Ouest de Phnom Penh, dans les provinces de Kompong Speu, de Kandal et de Takéo qui contiennent la plus importante masse rurale du Cambodge, les parcelles ont une étendue moyenne faible; ainsi dans les provinces de Takéo et de Prey Veng, elles ne dépassent qu'exceptionnellement les 0,50 hectares. Aucun thème technique n'a été introduit à grande échelle dans ces circonscriptions administratives. Par conséquent, le rendement est resté faible et la productivité par unité de main-d'oeuvre allouée à la terre n'a guère varié en raison du grossissement des travailleurs sans activité par rapport aux travailleurs effectivement en activité dont le volume est demeuré relativement constant.

D'une façon générale, au Sud de Phnom Penh, région d'agriculture extensive caractérisée par la faiblesse des rendements à l'hectare et le faible développement du train de culture, le morcellement est si poussé que les paysans éprouvent de la difficulté à vivre des seules ressources de la terre: il a été observé, à la fin des années 50, que les revenus autres qu'agricoles, dans ces provinces, représentaient 25% du revenu annuel d'une famille paysanne (Delvert, 1965, p. 144). Dans les circonstances, il faut se poser la question de savoir quelle a pu être l'incidence de la stagnation rizicole sur la consommation de la population khmère?

La consommation quotidienne du riz par habitant

Au cours de la décennie 1960-1970, l'année 1962 a donné de mauvaises récoltes en raison de conditions climatiques défavorables. Cette année mise à part, c'est la tendance à la baisse de la consommation accompagnée d'une hausse sensible des exportations qui s'est manifestée (tableau 1).

Tableau 1

Consommation et exportation de riz produit

	En milliers de tonnes	
Années	*Consommation*	*Exportation*
1962	890	140
1963	990	370
1964	940	490
1965	800	490

Source: Compilé par Rémy PRUD'HOMME, op. cit., p. 255.

Certes, les 990 000 tonnes de riz consommées en 1963 constituent un sommet par rapport à la moyenne des années précédentes mais très proches de celles consommées en 1961: en effet, 980 000 tonnes de riz ont été consommées cette année-là. L'année 1965 est particulièrement intéressante à observer puisque la baisse de la consommation qui suit une chute de la production n'affecte en rien les exportations. D'après des chiffres publiés par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (1969, p. 63), il apparaît que la chute des quantités de riz produit se serait poursuivie en 1966 et en 1967, période où elles auraient été inférieures à celles de 1964. Par rapport à 1964, cette baisse aurait été de l'ordre de 14% en 1966 et de 7% en 1967. Il reste que la baisse des quantités de riz consommé, à partir de 1963, est plus significative qu'on ne l'imagine à première vue. Ainsi, les quantités de riz cru, consommé en grammes par personne et par jour, ont baissé de 15% en 1965 par rapport à l'année 1963 (tableau 2).

Les quantités contenues dans les colonnes a et c du tableau 2 expriment une faible valeur nutritive par rapport aux normes internationales de consommation (F.A.O., 1970, p. 38), en plus de représenter du riz cru qui perd environ les 2/3 de sa valeur calorique à la cuisson. On sait en effet que 100g de riz cru donnent 362 calories alors que 100g de riz cuit donnent 100 calories (M.S. Chaney et *al.*, 1971). De même, la tendance continue à la baisse de la ration calorique journalière par habitant que révèle la colonne d du même tableau, tend à dévoiler l'existence d'un état de sous-alimentation. Certes, l'équilibre nutritif du paysan cambodgien ne dépend pas que du riz. Mais, dans la perspective globale qui est

celle de cette analyse, il est difficile d'imaginer comment le riziculteur khmer aurait pu combler cette carence calorique puisque les importations de produits alimentaires ont diminué au cours de la même période tant en volume qu'en pourcentage. De fait, elles ont été réduites de plus de la moitié en l'espace de quatre ans en raison de l'instauration d'un régime d'austérité nationale en 1963 (tableau 3).

Tableau 2

Quantités de riz consommé en grammes par habitant et par jour ainsi que leur valeur calorique

Années	*a) Riz cru consommé en milliers de tonnes*	*b) Population du Cambodge*	*c) Riz cru consommé en grammes par personne et par jour*	*d) Valeur du riz cuit*
1963	990 000	5 900 634	475	503
1964	940 000	6 077 653	424	466
1965	800 00	6 259 982	350	385

Source: a) extrait du tableau 1: b) Jacques MIGOZZI 1973, p. 237; c) et d) calculs de l'auteur. Il faut souligner qu'en 1960, la consommation en grammes par personne et par jour était proche de 550g. (Jean HUET, 1961, p. 178).

Tableau 3

Importations de produits alimentaires

Années	*En milliers de tonnes*	*En % du total des importations*
1962	49,1	12
1963	36,9	10
1964	25,6	10
1965	20,4	5

Source: Annuaires Statistiques du Cambodge, chiffres compilés par Rémy PRUD'HOMME, op. cit., pp. 264-265.

Cette rupture entre taux ainsi que la diminution de la ration calorique quotidienne doivent être considérées comme des causes explicatives d'un malaise économique que sous-tend le phénomène d'urbanisation accéléré dans ce petit pays de la péninsule indochinoise. C'est à Christian Goulin (1967) qu'il revient d'avoir signalé l'existence d'une importante vague migratoire orientée de la campagne vers Phnom Penh dont le départ remonte à 1958: cet auteur a également mis en relief le fait que ce courant migratoire provenait principalement des provinces centrales de Kandal, Takéo, Prey Veng, Svay Rieng et Kompong Speu. S'il est vrai que ces provinces sont à la fois les plus rapprochées de la capitale cambodgienne, les

plus populeuses, les plus morcelées et les plus sableuses, il reste que ce mouvement de population est composé d'hommes en quête de travail. Lorsque le quotient de terres agricoles se réduit et que les possibilités d'innovations sont limitées l'exutoire naturel et le plus fréquent est la migration des paysans vers la ville où le problème de l'emploi se pose.

Le sous-emploi

Ainsi, en 1967, l'étude de l'O.N.U. sur l'évaluation de la main-d'oeuvre pour la période quinquennale 1968-72, estimait à 22 000 unités le nombre du déficit annuel d'emplois pour toute la durée du deuxième plan quinquennal. Cette période devait être marquée par l'arrivée, sur le marché du travail, de 560 000 nouveaux travailleurs, dans les trois secteurs de la production (Néron, 1967, p. 55). Mais le deuxième plan quinquennal, basé sur un taux de croissance démographique de 2,2%, conformément au taux officiel, ne prévoyait pas créer plus de 450 000 nouveaux emplois, soit un déficit globale de 110 000 emplois pour la période quinquennale 1968-1972 ou encore un déficit moyen annuel de 22 000 unités ne tient pas compte du chômage déjà existant, avant 1967, et sur lequel il existe peu de renseignements; il ne tient pas compte non plus, du travail saisonnier qui est très fréquent dans la région de Phnom Penh. Le déficit annuel moyen constaté viendrait donc en supplément du nombre de chômeurs déjà existant.

Or, le ralentissement de l'activité du secteur secondaire qui se produit dès 1963 (Prud'homme, 1969, p. 88), n'offrait guère de possibilité d'emplois. De même, l'embauche dans la fonction publique, qui passa de 25 200 à 26 200, entre 1962 et 1967 témoigne d'un relâchement du tertiaire. Pour toutes ces raisons, l'auteur du rapport sur l'évaluation de la main-d'oeuvre et caractéristiques de l'emploi concluait que «le Cambodge se dirige vers un véritable chômage cumulatif si rien n'est tenté pour corrigé la situation» (Néron, 1967, p. 90).

À la suite de cette brève analyse, il paraît logique de considérer la diminution de la ration calorique quotidienne par habitant, le phénomène d'urbanisation et le sous-emploi conséquent comme les facettes d'un processus découlant de la rupture traditionnelle entre le taux annuel de la croissance démographique et celui des terres mises en valeur chaque année.

LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

Les données analysées ci-dessus doivent maintenant être confrontées à la politique de l'État en matière agricole. La guerre étant venue interrompre la marche du deuxième plan quinquennal, en 1970, seuls le plan biennal 1956-1958 et le premier plan quinquennal 1960-64 seront pris en considération. L'examen de leur exécution met en évidence l'effort du Gouvernement royal dans le domaine des infrastructures et de la construction.

Le plan biennal 1956-1958

Compte tenu de la stratégie de défense du territoire, le plan biennal 1956-1958 a accordé la priorité à l'infrastructure routière en projettant de construire une route intérieure pour relier le port de Sihanoukville à la capitale. La comparaison, en chiffres absolus, des prévisions aux réalisations de ce plan montre que les dépenses d'infrastructure ont été privilégiées par rapport aux dépenses de production (tableau 4).

Tableau 4

Comparaison des prévisions aux réalisations des investissements publics

Sections	*Prévisions*	%	*Réalisations*	%
Production	1 330	38	405	16
Infrastructure	1 330	38	1 520	62
Équipement social	665	19	445	18
Section générale	175	5	91	4
TOTAL	3 500	100	2 451	100

Source: Chiffres compilés par Rémy PRUD'HOMME, op. cit., p. 276.
* Millions de riels

Alors que le plan avait prévu d'allouer une somme de 1 330 millions de riels au secteur des infrastructures, la somme totale allouée à ce secteur fut de 1 520 millions de riels, soit un excédent d'environ 12% sur les prévisions, montant qui, finalement, représente les 65% du total des investissements réalisés. Une analyse plus approfondie du secteur des infrastructures montre qu'au cours de l'année 1956 les deux chapitres ports, routes et ponts représentèrent les 3/4 des dépenses de ce secteur (tableau 5).

Tableau 5

Dépenses d'infrastructure

	en millions de riels	
Chapitres	*1956*	*1957*
Routes et ponts	251 289	650 950
Ports	109 711	100 983
Autres	42 065	85 221
TOTAL	403 065	837 154

Source: Annuaire statistique rétrospectif du Cambodge, Phnom Penh, Ministère du plan, 1958, p. 208.

Puis l'année suivante, en 1957, les mêmes deux chapitres représentèrent les 7/8 des dépenses d'infrastructure. De cet examen, il se dégage deux constatations.

Premièrement, les investissements consacrés au chapitre ports, en 1956 et 1957, sont à peu près les mêmes: de fait, il y a eu, au cours de ces deux années une diminution d'environ 8%. Compte tenu du fait que les travaux portuaires proprement dits ont débuté en 1954, il faut en conclure que l'infrastructure portuaire ne constituait pas la première priorité du plan à ce moment-là.

Deuxièmement, les investissements consacrés au chapitre routes et ponts sont passés de 251 289 millions de riels, en 1956, à 650 950 millions de riels en

1957, soit une augmentation de 26%. Par ailleurs, les investissements de ce chapitre représentaient 70%, en 1957, des investissements totaux en infrastructure. Sachant que les ouvrages d'art, comme le pont qui enjambe le Tonle Sap, au nord de Phnom Penh, et celui qui franchit le Bassac, au sud de la même ville, ont été construits ultérieurement, il apparaît que la route constituait l'objectif principal du plan biennal. Cet objectif découlait du fait que, durant toute la période coloniale et jusqu'au début des années 60, le commerce extérieur Khmer devait passer par le port de Saïgon. La construction d'un ouvrage d'art sur la baie de Kompong Som et d'une route de 200 km pour le relier à la capitale s'avérait donc d'une nécessité impérieuse malgré les accords du 29 novembre 1954 signé à Paris par le Laos, le Cambodge et le Sud-Vietnam sur la libre navigation du Mékong.

En 1956, le segment khméro-vietnamien des frontières du Cambodge devint un instrument de chantage politique entre les mains du gouvernement sud-vietnamien. Celui-ci décida d'interdire l'usage du Mékong aux cargos devant remonter le fleuve jusqu'à Phnom Penh. Cette mesure de représailles faisait suite au voyage de Norodom Sihanouk à Pékin où avaient été jetées les bases d'une coopération économique entre le Cambodge et la Chine continentale dans le cadre de laquelle cette dernière s'engageait à accorder une aide économique inconditionnelle au Cambodge (Meyer, 1970, p. 231). Ce n'est donc pas par hasard qu'en 1957 les dépenses du chapitre routes et ponts ont plus que doublé par rapport à l'année précédente, soit l'année de la rupture unilatérale, par le Sud-Vietnam, de l'accord international sur la libre navigation du Mékong. Il est donc évident, tant du point de vue statistique que géopolitique, que le développement de l'infrastructure routière constituait la priorité du plan biennal.

Le plan quinquennal 1960-1964

Un aperçu d'ensemble du premier plan quinquennal 1960-1964 suivi d'une analyse de l'exécution montre que l'agriculture est un secteur qui a été négligé. Les projets d'investissements publics de ce plan étaient répartis entre quatre grands secteurs (tableau 6).

Tableau 6

Investissements publics et privés
Premier plan quinquennal, 1960-64

Désignation	*En millions de riels*	%
Production	3 200	40,0
Infrastructure	2 250	28,0
Équipement social	1 950	24,5
Section administration	600	7,5
TOTAL	8 000	100,0

Source: *Premier plan quinquennal Norodom Sihanouk 1960-64,* Phnom Penh, Ministère du plan, s.d., p. 9.

Si l'on considère la nature des dépenses d'investissements prévus, il apparaît que les dépenses susceptibles de favoriser la production étaient peu importantes. Ainsi, les dépenses d'équipement ne représentaient que 1/5 du total des investissements prévus (tableau 7). Il importe de souligner que ces dépenses d'équipement ne s'adressaient pas toutes à la production directe, notamment la production agricole.

Tableau 7

Dépenses publiques prévues en nature, 1960-64

Désignation	*En millions de riels*	%
Construction (1)	5 084	63,4
Équipement	1 643	20,6
Personnel	1 078	13,5
Divers	195	2,4
TOTAL	8 000	100,0

(1) y compris prospection, études et recherches.
Source: *Premier plan quinquennal*, op. cit., p. 9.

Les investissements de production comportaient 14 chapitres comprenant plusieurs sections suivant les cas. Mais seulement quatre chapitres étaient directement consacrés à l'agriculture soit, l'agriculture proprement dite, l'hydraulique agricole, l'école d'agriculture et la mise en valeur des régions sous-développées; à ces chapitres, il convient d'ajouter celui de l'aide à la production. Considérés dans leur ensemble, ces chapitres représentent environ 30% du total des investissements de production. Encore faut-il considérer que ce pourcentage ne tient pas compte, au chapitre de l'aide à la production, de la part qui va au secteur agricole et au secteur industriel: les statistiques disponibles ne permettent pas de faire cette distinction qui pourrait avoir pour effet d'abaisser le pourcentage des investissements productifs destinés à l'agriculture en général. Par ailleurs, considérés sous l'angle des sections directement productives, soit l'équipement, ces chapitres ne représentent plus que 6,7% du total. Dans un pays où 90% de la population est rurale, ce pourcentage est bas d'autant plus que les fonds alloués à l'élevage et aux forêts ne sont pas très importants non plus.

Tableau 8

Comparaison des prévisions aux réalisations des investissements publics, 1960-64

	En millions de riels			
Sections	*Prévisions*	%	*Réalisations*	%
Production	3 200	40,0	1 770	34
Infrastructure	2 250	28,0	1 350	26
Équipement social	1 950	24,5	1 560	30
Équipement administratif	600	7,5	520	10
TOTAL	8 000	100,0	5 200	100

Source: Chiffres compilés par Rémy PRUD'HOMME, op. cit., p. 276.

La comparaison des prévisions aux réalisations des investissements publics du premier plan quinquennal montre que ce dernier a été réalisé dans une proportion de 65% (tableau 8). Les réalisations les plus importantes appartiennent à l'équipement administratif et les plus faibles au secteur de la production. En effet,

par rapport à ce qui avait été prévu le coefficient d'absorption des investissements a été de:

55% dans la production; 60% dans l'infrastructure; 80% dans l'équipement social et 87% dans l'équipement administratif.

Ainsi, au cours de cette phase qu'est l'exécution du premier plan quinquennal, la société paysanne khmère a été plutôt laissée pour compte comme dans la précédente. Or, dans une société paysanne, le niveau de vie est, notamment, fonction de ses moyens de production. Ceux-ci, alliés à la force de travail humain des individus qui constituent l'ensemble de la collectivité, composent les forces productives de la société. Dans le cadre de la fonction de production qui caractérise la société cambodgienne, l'équilibre socio-économique réside - en raison de l'impossibilité d'étendre les terres cultivables - dans la correspondance existant entre le nombre des individus et le niveau des moyens de production dont dispose l'ensemble des producteurs. Cet équilibre est constamment menacé par le dynamisme démographique: en l'absence d'une amélioration notable des moyens de production, le sous-développement se développe au sein des forces productives et un tel mouvement contradictoire est à l'origine d'une discordance entre la force de travail et les moyens de production: Il en découle une quantité de plus en plus nombreuse de travailleurs alors que les autres facteurs de production ne s'accroissent que très lentement. Et, à ces travailleurs, qu'il faut nourrir et vêtir, il faut aussi trouver de l'emploi.

Il ne fait aucun doute que dans une société agraire, des phénomènes comme la réduction des terres rizicoles disponibles, par rapport à la population et la stagnation des techniques d'exploitation du sol qui l'accompagne, la diminution de la ration calorique journalière par habitant et le sous-emploi constituent des freins au développement des forces productives. Au Cambodge, il en est résulté un mécontentement qui s'adressait à l'autorité gouvernementale qu'incarnait le prince Norodom Sihanouk (Osborne, 1968, p. 323). Ce mécontentement a pris la forme de jacqueries dès le mois de février 1967 lesquelles se transformèrent en guerre révolutionnaire après le coup d'état du 18 mars 1970.

CONCLUSION

À la suite de l'analyse qui vient d'être faite, il apparaît que les conditions permissives illustrent la loi générale du passage de la quantité à la qualité. Dans le cas de la paysannerie cambodgienne, le rapport entre la force de travail et les moyens de production est en effet de nature quantitative: à une augmentation de paysans correspond une diminution relative des moyens de travail et notamment la terre, soit un écart différentiel qui constitue une contradiction parce que ces deux aspects se développent d'une manière inégale.

Ainsi, la prise de conscience des paysans est un saut qualitatif dans la pensée des hommes provoqués par des changements dans la quantité de chacun des facteurs socio-économiques considérés et qui représente le début d'une nouvelle étape dans le processus (Jaeglé, 1977, p. 161-188). Si l'existence d'un foyer insurrectionnel peut faire naître des conditions propices à la révolution (che Guevara, 1971, p. 27), c'est d'abord parce qu'il repose sur une situation déjà permissive. Ce type de conditions se présente donc sous la forme de contradictions secondaires dont l'analyse permet de mettre en lumière la nature des rapports qui autorisent, en quelque sorte, le démarrage antagonique du processus. Elles varient, dans tous les cas, en fonction de la formation sociale considérée. Elles se situent à l'amont du phénomène et font du processus révolutionnaire un acte continu, à défaut d'être visible.

NOTES

Ce texte est extrait d'une thèse de maîtrise rédigée par l'auteur, sous la direction du professeur H.P. Srivastava et soutenu au Département de géographie de l'Université d'Ottawa en 1977.

BIBLIOGRAPHIE

AMIN, Samir (1976) *L'impérialisme et le développement inégal.* Paris, Éditions de Minuit, 193 p.

ANNUAIRE STATISTIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT (1969), Nations-Unies, E/CN, 11/895.

BADIOU, Alain (1975) *Théorie de la contradiction.* Paris, Librairie François Maspéro, 114 p.

CAMBODGE, Direction de la statistique et des études économiques (S.D.) *Annuaire rétrospectif du Cambodge,* Phnom Penh, Ministère du plan TOME I 1937-1957, 214 p. et TOME II 1958-1961, 184 p.

CAMBODGE, Royaume du Cambodge (S.D.) *Deuxième plan quinquennal Préah Norodom Suramarit 1968-1972,* Phnom Penh, Ministère du plan, 284 p.

CHANEY, M.S. et ROSS, L. (1971) *Nutrition,* Boston, Houghton, Mifflin, 386 p.

CHE GUEVARA, Ernesto (1971) *Textes militaires. Paris, Petite collection maspéro no. 34, 168 p.*

DELVERT, Jean (1961) *Le paysan Cambodgien.* Paris, Mouton et co., 738 p.

F.A.O. (1970) *Pour mieux se nourrir,* 07-101-0045/F.

FORCIER, Pierre et SRIVASTAVA, H.P. (1975) Mesures socio-économiques et implications politiques au Cambodge de 1963 à 1975. *Études internationales, 6 (2); 240-254.*

FORCIER, Pierre (1977) *Les fondements géographiques de la révolution Khmère,* Thèse de maîtrise, département de géographie, Université d'Ottawa, XVIII et 93 p.

GOULIN, Christian (1967) Phnom Penh: notes de géographie urbaine, *Les Cahiers d'Outre-Mer, 77:* p. 5-36.

HUET, Jean (1961) Documentation et statistiques agricoles au Cambodge *Annales de la faculté de droit et de sciences économiques de Phnom Penh,* p. 151-200.

JAEGLE, Pierre (1977) Dialectique de la nature: sur quelques concepts (qualité, quantité) *Sur la dialectique,* Paris, C.E.R.M., Éditions sociales, p. 161-188.

MAO-TSÉ-TOUNG (1966) *Quatre essais philosophiques.* Pékin, Éditions en langues étrangères, 151 p.

MARX, Karl et ENGELS, Friedrick (1974) *L'idéologie allemande (première partie).* Paris, Éditions sociales, 143 p.

MEYER, Charles (1971) *Derrière le sourire Khmer.* Paris, Librairie Phon, 406 p.

MIGOZZI, Jacques (1973) *Cambodge: faits et problèmes de population.* Paris, Éditions du C.N.R.S., 303 p.

MIGOZZI, Jacques (1970) La mortalité au Cambodge: ses facteurs *Les Cahiers d'Outre-Mer,* 90: 202-220.

NÉRON, Gilles (1967) *Évaluation de la main-d'oeuvre et caractéristique du marché de l'emploi au Cambodge.* Nations Unies, Ronéo, 167 p.

OSBORNE, Milton (1968) Regional Disunity in Cambodia.*Australian Outlook,* 22 (3): 317-333.

PRUD'HOMME, Rémy (1969) *L'économie du Cambodge.* Paris, P.U.F., 300 p.

SAM-ELL, Meach (1975) *La production rizicole au Cambodge: situation actuelle et perspectives de croissance dans l'hypothèse d'une intensification des cultures.* Québec, Thèse de maîtrise, département d'économie rurale, Université Laval, 259 p.

SIAMPOS, Georges (1970) The Population of Cambodia 1945-1980. *Milkbank Memorial Fund Quaterly,* 43 (3): 317-360.

STALINE, J. (1970) *Des principes du léninisme.* Pékin, Éditions en langue étrangères, 124 p.

WILLMOTT, William (1967) *The Chinese in Cambodia.* Vancouver, University of British Columbia, 132 p.